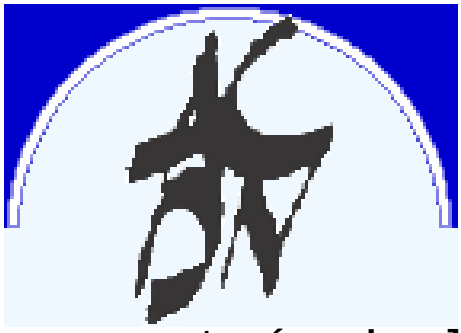
https://acdn.net/spip/spip.php?article345



Comment éviter la guerre et résoudre la crise iranienne à la satisfaction générale ?

Lettre d'ACDN à S.E.

l'ambassadeur d'Iran à Paris

- Accueil - Correspondance - International -

Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Voici au moins deux ans que la "crise nucléaire" iranienne se prolonge, et l'on entend toujours des bruits de bottes. Plus que jamais, après les propos alarmants du président de la République et de son ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

Il existe pourtant une solution simple, pacifique, écologique, économique, bien faite pour plaire à tout le monde... sauf aux obsédés de l'atome. ACDN l'a exposée à trois reprises aux premiers intéressés, Iraniens : dans cette lettre ; puis au cours d'une entrevue avec M. Moujani, chef d'ambassade par intérim ; enfin lors de la venue de M. Moujani à Saintes avec une délégation officielle, à l'occasion des 2e Rencontres Internationales pour le Désarmement nucléaire, biologique et chimique (RID-NBC), pendant le débat public qu'il a honoré de sa participation.

Nos interlocuteurs iraniens ont écarté cette solution avec des arguments, disons-le, qui ne nous ont pas paru tout-à-fait convaincants. Au moins l'ont-ils entendu exposer. L'ambassadeur d'Israël, également invité aux Rencontres, n'avait pas jugé bon de répondre. Quant à l'ambassadeur de France auprès de la Conférence du Désarmement, il serait volontiers venu... si sa hiérarchie ne le lui avait pas déconseillé.

Dommage, non ?

Mais que veulent donc les diplomates et les gouvernements iraniens, israéliens, américains... français ? La paix ? La guerre pour l'atome civil ? Une guerre, au besoin atomique, au nom du monopole des armes atomiques ? (*)

Saintes, le 20 mars 2006

S.E. Seyed Mohammad Sadegh KHARAZI

Ambassadeur de la République Islamique d'IRAN en France

4, Avenue d'Iéna - 75116 Paris

Excellence,

Profondément préoccupée par la tournure que prend le traitement du « dossier nucléaire iranien », l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) s'est efforcée depuis des mois d'attirer l'attention de l'opinion publique et des responsables politiques français sur la nécessité de trouver une solution juste et pacifique à la crise.

Nous avons contribué à diffuser l'Appel international de parlementaires et de membres de la société civile relatif à ce dossier. Nous avons publié sur le site de notre association de nombreux documents concernant ce sujet, dont le dernier en date est la lettre adressée aux Amis de la Terre (Friends of the Earth) d'Australie par l'ambassade d'Iran à Canberra.

Copyright © www.acdn.net

Ce souci de faire connaître, parmi d'autres, le point de vue iranien sur la crise et de contribuer à son issue pacifique ne saurait s'interpréter comme une approbation de l'ensemble de la politique du gouvernement iranien, ni des principes et des pratiques d'un Etat, quel qu'il soit, qui impose à tous ses citoyens des règles de conduite tirées d'une religion particulière.

Nous nous élevons spécialement et avec la plus grande vigueur contre les très graves atteintes aux droits élémentaires d'hommes, de femmes et d'enfants, contre les atteintes à la liberté de conscience et d'expression dont sont victimes des individus et des minorités en Iran.

De même, nous avons du mal à croire aux intentions pacifiques de l'Iran lorsque nous entendons son président réclamer qu'Israël soit rayé de la carte du monde. Pareilles déclarations nous conduisent à douter de l'assurance donnée par votre pays qu'il n'utilisera pas à des fins militaires le savoir-faire et les moyens techniques employés dans un premier temps à des fins dites de « recherche civile ». La crainte exprimée par de nombreux gouvernements comme par l'AIEA de voir l'Iran suivre un jour le détestable exemple de la Corée du Nord ne nous paraît pas dépourvue de fondements.

Nous récusons donc par avance toute utilisation de la présente lettre qui n'en retiendrait que les passages favorables à la thèse de l'Iran et passerait sous silence les graves préoccupations que nous venons de formuler.

Ceci précisé, nous partageons le sentiment que l'Iran fait dans la crise actuelle, malgré des craintes fort compréhensibles, l'objet d'un traitement discriminatoire.

Il est par exemple illogique que certains Etats conservent leurs armes nucléaires tout en interdisant à d'autres de s'en procurer. Le TNP a prévu, en son article VI, de lever cette contradiction héritée de l'histoire en exigeant des Etats nucléaires reconnus *de jure* -parmi lesquels la France- qu'ils éliminent leurs arsenaux. Ils doivent donc mettre en oeuvre sans délai cet engagement qu'ils ont signé.

Il n'est pas admissible non plus que des Etats nucléaires *de facto* comme Israël, l'Inde et le Pakistan, puissent conserver leurs armes et que la communauté internationale s'apprête même à fournir à l'un d'eux une aide technologique dite « civile ». Comme l'Iran et comme tous les Etats dotés ou non dotés d'armes nucléaires, parties ou non au TNP, ils doivent y renoncer.

La crise actuelle soulève donc un problème qui dépasse le seul cas de l'Iran et dont la solution se trouve dans l'élimination de toutes les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, tant au Moyen-Orient que dans le reste du monde - y compris en France.

Elle souligne aussi à quel point la technologie nucléaire peut être dangereuse, tant par elle-même comme l'a prouvé entre autres la catastrophe de Tchernobyl, que du fait de son caractère dual. Cette dangerosité suggère une solution dont l'Iran pourrait prendre l'initiative, procédant en quelque sorte à un gambit diplomatique en sacrifiant un pion plus dangereux qu'utile, malgré les apparences.

En effet, en renonçant au nucléaire non seulement militaire mais également civil, en investissant dans les économies d'énergie et dans le développement des énergies renouvelables qui ne coûtent rien une fois en place et qui ne polluent pas, ou fort peu : hydroélectricité -dont le doublement est d'ailleurs prévu dans vos plans- mais aussi soleil, vent, géothermie, énergie de la houle ou des courants de la mer Caspienne, du golfe Persique et de la mer d'Oman, l'Iran pourrait :

Copyright © www.acdn.net

1°) prouver sans discussion possible qu'il ne cherche pas à se procurer la technologie et les matières nucléaires à des fins militaires, puisqu'il y renoncerait totalement ;

2°) satisfaire ses besoins énergétiques à court terme tout en préparant la lointaine relève du gaz et du pétrole, à un moment où les gisements d'uranium approcheront de l'épuisement ;

3°) éviter d'ajouter aux risques sismiques auxquels il est particulièrement exposé celui d'une catastrophe nucléaire ;

4°) éviter d'affronter le problème insoluble des déchets nucléaires, avec lequel les pays du groupe de fournisseurs nucléaires se débattent en vain ;

5°) éviter toute espèce de sanction et profiter au contraire d'une aide internationale et d'échanges commerciaux sans aucune restriction ;

6°) être à l'avant-garde mondiale
â€”
de l'abandon du nucléaire, qui est en fait une énergie du passé,
â€”
du développement des énergies renouvelables, qui représentent l'avenir et la modernité,
â€”
de la lutte contre l'effet de serre,
â€”
de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et pour le désarmement nucléaire, donc pour la sauvegarde de l'humanité.

Fort de ce renoncement librement choisi et exemplaire, il pourrait :

â€” exiger l'application des résolutions de l'ONU en faveur d'un Moyen Orient dénucléarisé, y compris de la part d'Israël - sous réserve, bien entendu, que les dirigeants de l'Iran reconnaissent l'Etat hébreu et s'engagent avec lui et les autres Etats de la région, dont un Etat palestinien viable qu'il faudra aussi créer et reconnaître, dans des accords de sécurité réciproque réellement fiables ;

â€” exiger des Etats nucléaires qui prétendent aujourd'hui imposer leurs règles à l'Iran, qu'ils n'oublient pas leurs propres obligations et renoncent, eux aussi, à leurs armes nucléaires (article 6 du TNP) ;

â€” jouer un rôle majeur sur la scène internationale en tant que pionnier d'un monde dénucléarisé, par exemple en proposant une réforme du TNP (article 4) qui substituerait au droit à l'énergie nucléaire le droit aux énergies renouvelables et au développement durable, droit soutenu par la création d'une Agence spécifique de l'ONU dont l'Iran serait l'un des premiers bénéficiaires.

Le monde est à la croisée des chemins. La "crise du nucléaire iranien" peut être l'occasion de choisir la voie qui conduira à un monde sans nucléaire, ni civil, ni militaire, un monde réconcilié avec la planète et les générations futures. Et l'Iran peut jouer en ce sens un rôle déterminant.

Selon un communiqué publié par votre ambassade le 6 mars dernier, M. Larijani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, a notablement déclaré que l'Iran souhaitait que « des décisions raisonnables soient prises, de sorte que toutes les parties trouvent le moyen de sauver la face. Aucune partie ne doit se sentir méprisée. Nous ne

Copyright © www.acdn.net

voulons pas entrer dans un jeu de gains et pertes. Par un jeu de gain pour tout le monde, la sécurité dans la région serait assurée. »

Il nous semble que la solution que nous venons d'évoquer répond précisément à ces critères. C'est pourquoi nous nous sommes permis de vous la soumettre, comme nous l'avons soumise au président des Etats-Unis d'Amérique. Nous vous prions de bien vouloir transmettre cette suggestion au gouvernement iranien. Si M. Kofi Annan, suivant l'appel qui vient de lui être lancé par d'anciens hommes d'Etat et diverses ONG dont ACDN, décide de créer une Commission de conciliation de l'ONU, l'Iran pourrait fort bien proposer cette solution à une crise qui menace de dégénérer en guerre.

Pour finir, nous avons l'honneur de vous inviter aux 2e Rencontres Internationales pour le Désarmement Nucléaire, Biologique et Chimique (2e RID-NBC) qui auront lieu à Saintes du 6 au 8 mai prochains. Vous pourriez y exposer, au cours d'une table ronde, le point de vue de votre gouvernement, et peut-être rencontrer en marge du débat public diverses personnalités politiques ou diplomatiques également invitées.

Restant à votre disposition pour toute précision, nous espérons une réponse de votre part, que nous serions heureux de publier dès que possible.

Nous vous prions, Excellence, de croire en notre sincère admiration pour la civilisation perse.

Veuillez agréer nos salutations respectueuses.

Jean-Marie Matagne, président, Catherine Moreau, secrétaire

Post-scriptum :

(*) Ce 18 septembre 2007, une note d'espoir et de bon sens vient de se faire entendre dans la bouche la plus inattendue : celle de Shimon Pérès, le "père" politique de la bombe israélienne (et néanmoins prix Nobel de la paix).

Selon l'AFP, *'le président d'Israël Shimon Peres a plaidé mardi (18 septembre) pour que son pays joue un rôle d'avant-garde dans le développement des énergies non polluantes afin de se libérer de la dépendance au pétrole, estimant pouvoir "davantage compter sur le soleil que sur les Saoudiens".*

"Nous voulons passer de l'énergie à base d'hydrocarbures à l'énergie solaire", a déclaré le président israélien lors d'une rencontre avec la presse étrangère. "On peut davantage compter sur le soleil que sur les Saoudiens. Le soleil est plus durable, plus démocratique et... plus objectif", a poursuivi M. Peres sur un ton humoristique. Il a exprimé le voeu qu'Israël, qui bénéficie du climat méditerranéen, devienne "un laboratoire et un domaine expérimental pour la plupart des alternatives" aux énergies fossiles.'

Ainsi, ironie de l'histoire, le rôle d'avant-garde qu'ACDN suggérait à l'Iran, au printemps 2006, de jouer dans le développement des énergies renouvelables et non polluantes, alternatives à l'énergie nucléaire, c'est Israël qui pourrait s'en saisir à l'automne 2007... On voit que les idées qui semblent "utopiques" à un moment donné peuvent faire leur chemin et devenir un jour réalité.

Est-il donc trop tard pour que l'Iran suive le bon exemple (civil) du pire ennemi de son actuel président, M. Ahmadinejad, et pour qu'Israël renonce de son côté, comme l'Iran dit vouloir le faire, aux armes atomiques ? Un Moyen-Orient dénucléarisé, sans armes ni installations nucléaires, telle paraît être la voie qui pourrait conduire cette région à une paix globale, un *modus vivendi* où la sécurité, les besoins, les droits et les devoirs de chacun seraient enfin pleinement reconnus.

Copyright © www.acdn.net